

Réponse à la consultation publique du 23 Juillet 2025 au sujet de l'établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion

Dauphin Télécom remercie l'Arcep d'avoir organisé cette consultation publique concernant l'établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion et notamment son application au sein des Antilles et de la Guyane.

Dauphin Télécom est essentiellement présent en ce qui concerne ses activités mobiles à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Les réponses ci-après concernent donc plus spécifiquement ces deux îles. Cependant, notre présence commerciale dans les autres territoires de la région et nos ambitions de développement font que nous avons traité aussi certains points les concernant.

Question n°1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

Dauphin Telecom n'a pas de commentaires particuliers sur ce point.

Question n°2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

Dauphin Telecom dispose d'un réseau mobile notamment sur la partie française de l'île de Saint-Martin. Du fait de la superficie de l'île et de l'absence de frontière physique avec la partie néerlandaise, ses clients se trouvent en situation de d'itinérance frontalière quotidiennement, l'itinérance étant incluse dans nos offres commerciales.

Se voir imposer l'affichage d'un numéro de remplacement « 99 99 99 99 99 » lors des appels ou des SMS émis par les utilisateurs en itinérance côté néerlandais serait grandement problématique. En effet, les correspondants recevant de tels SMS seraient dans l'impossibilité d'y répondre et de tels appels entrants seraient probablement ignorés/bloqués par leurs destinataires, car impossible à distinguer des appels abusifs.

En l'absence de la généralisation du "*home routing*", nous pensons que la mesure envisagée par l'autorité est prématurée et que sa mise œuvre serait particulièrement dommageable.

Question n°3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

Du point de vue technique, le choix de l'affichage d'un numéro de remplacement « 99 99 99 99 99 » qui se révèle être un identifiant qui n'a aucun statut particulier dans les normes 3GPP/ETSI comporte un risque de causer des comportements imprévus sur les terminaux, les réseaux et les applications.

La seule altération acceptable serait à notre avis d'utiliser le mécanisme de l'identité « *indisponible* » qui lui est bien prévu par les normes techniques et correctement gérées par les terminaux ("*sip:unavailable@unknown.invalid*" définie par 3GPP TS. 23.003 §13.7).

Question n°4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

Les numéros appelants ne devraient pas être altérés dans les situations où la retransmission des informations d'authentification est impossible.

Question n°5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière sur ce point.

Question n°6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière sur ce point.

Question n°7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière sur ce point.

Question n°8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière sur ce point.

Question n°9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?

Le consommateur ayant reçu un appel en absence d'un tel numéro n'est pas informé du tarif de la communication pour rappeler.

Dès lors, nous pensons qu'aucun numéro avec une composante "S" différente de 0 ne devraient être présenté à un correspondant.

Ainsi, par cohérence avec la situation des numéros en 08, nous pensons que l'interdiction de présenter un numéro provenant d'un bloc à tarification potentiellement majorée devrait être étendu à tous les numéros courts généralistes.

Ainsi seuls les numéros courts 30PQ et 31PQ, reconnaissables par les utilisateurs et toujours gratuits pour l'appelant devraient être autorisés à la présentation.

Il serait par ailleurs utile de disposer d'un bloc de numéros courts généralistes qui seraient toujours à tarification banalisée (par exemple 33PQ).

Il conviendrait toutefois de prendre en compte les impacts du partage d'installations actives sur l'architecture et le dimensionnement général des réseaux (collecte par exemple).

Question n°10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Nous pensons que la granularité d'affectation des blocs à 1000 numéros associée aux conditions d'attribution de blocs supplémentaires suffit à prévenir les pénuries et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place de nouvelles restrictions.

Question n°11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?

Question n°14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Question n°15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Dauphin Telecom est favorable à ces nouvelles allocations.

Cependant, nous déplorons la complexification constante du plan de numérotation ces dernières années avec la création de nombreuses catégories de numéros nécessitant des déclinaisons sur chaque territoire.

La récente mesure de territorialisation des préfixes de portabilité a mis à la charge des opérateurs ultra-marins des coûts importants de migration, pour un bénéfice de la mesure plus que discutable.

Le découpage du plan de numérotation français sur le plan international est une situation unique au niveau mondial qui génère de nombreuses complexités au quotidien tant pour les opérateurs que pour les utilisateurs ainsi que pour les concepteurs de logiciels devant traiter ces numéros.

Cette complexité est telle qu'à titre d'exemple, les terminaux Android (utilisant la bibliothèque logicielle "open source" libphonenumber) sont toujours en 2025 incapables de reconnaître le code pays E.164 correct d'un numéro composé au format national lorsqu'il s'agit du numéro d'un autre territoire du plan de numérotation français. Dans le meilleur des cas, le numéro est considéré comme invalide, ou pire, il est affublé de manière erronée au code pays du territoire de l'appelant.

Les limitations technologiques liées au routage des appels, et les contraintes économiques, ne semblent plus en 2025 s'opposer à l'unification du plan de numérotation français sous un unique code pays E.164, ce qui aurait pour effet de simplifier grandement la tâche pour les acteurs concernés.

Question n°16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Dauphin Telecom est favorable à cette réduction.

Question n°17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?

Dauphin Telecom est favorable à cette proposition.

Question n°22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

Cf. nos commentaires précédents au sujet de la pertinence de la territorialisation.

Question n°25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ??

Dauphin Telecom n'a pas de remarque particulière

Question n°26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?

Dauphin Telecom est favorable à cette proposition.